

N° 3-14

# BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



## DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 14 mars 2023

### AVIS ET PUBLICATION :

- **PREFECTURE :**
  - Cabinet
  - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
- **SERVICES DECONCENTRES :**
  - DDETSPP
- **DIVERS :**
  - Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects
  - CHU Reims

*Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr) (rubrique - Publications).*

# SOMMAIRE

## PREFECTURE DE LA MARNE

### Cabinet

p 4

- Arrêté DPC-2023-013 du **13 mars 2023** fixant les listes du dispositif de délestage des consommateurs de gaz naturel consommant plus de 5 gigawattheures par an

### Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

p 7

- Arrêté n°DCPPAT- 2023-24 du **14 mars 2023** portant déclaration d'utilité publique et cessibilité dans le cadre d'une procédure d'abandon manifeste de la parcelle cadastrée AD n°271 située 31 rue de Vouziers sur le territoire de la commune de Pontfaverger Moronvilliers,

- Annexe 1

- Annexe 2

## SERVICES DECONCENTRES

### Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Marne (D.D.E.T.S.P.P)

p 15

- Récépissé du **3 mars 2023** de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le numéro SAP852638386

- Récépissé du **3 mars 2023** de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le numéro SAP804302271

- Récépissé du **3 mars 2023** de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le numéro SAP844898486

## DIVERS

### ⊗ Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects

p 23

- Décision 2023/2 du **3 mars 2023** portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Metz dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide

### ⊗ Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Reims

p 51

- Arrêté LMF/LL/RC/2023-029 du **1<sup>er</sup> janvier 2023** portant attribution de compétences et délégation de signature

# Préfecture de la Marne

**Prefecture de la Marne**

**Cabinet**



**Arrêté n° DPC-2023-013**  
**fixant les listes du dispositif de délestage des consommateurs de gaz naturel consommant plus de 5 gigawattheures par an**

Le préfet de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'énergie et notamment ses articles L. 431-3, L. 431-6-2, L. 431-6-3, L. 434-1 à L. 434-4 et R. 434-1 à R. 434-7 ;

**Vu** l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 relative à l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation du gaz naturel et de l'électricité dans la perspective du passage de l'hiver 2022-2023 et à l'accélération du développement des projets d'énergie renouvelable ;

**Vu** la liste des consommateurs de gaz naturel situés dans le département de la Marne et ayant eu une consommation de gaz naturel supérieure à 5 gigawattheures en 2021 ;

**Vu** les résultats de l'enquête menée par les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel auprès de chaque consommateur raccordé à leur réseau ayant eu une consommation de gaz naturel supérieure à 5 gigawattheures en 2021 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 16 mars 2022 portant nomination de Monsieur Henri PRÉVOST, Préfet de la Marne ;

**Considérant** que lorsque les services et réserves mentionnés à l'article L. 431-3 du code de l'énergie ou les possibilités d'interruption mentionnées aux articles L. 431-6-2 et L. 431-6-3 du même code à disposition du gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel risquent de ne plus suffire pour assurer l'équilibrage du réseau ou la continuité de l'acheminement, les gestionnaires de réseau de transport et de distribution peuvent émettre des ordres de délestage aux consommateurs raccordés à leurs réseaux par lesquels ils leur demandent de réduire ou d'arrêter leur consommation de gaz naturel ;

**Considérant** que conformément à l'article R. 434-4 du code de l'énergie, le préfet établit, sur la base des informations reçues par les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel, des listes de consommateurs de gaz naturel bénéficiant d'un niveau de protection en cas d'activation du délestage de la consommation de gaz naturel prévu à l'article R. 434-5 du code de l'énergie ;

**Considérant** les résultats des enquêtes annuelles prévues à l'article R. 434-1 du code de l'énergie réalisées par les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel auprès de

chaque consommateur raccordé à leur réseau et ayant eu une consommation de gaz naturel supérieure à 5 gigawattheures au cours de l'année 2021 ;

**SUR** proposition de la directrice de cabinet du préfet de la Marne ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La liste 2 en annexe 1, de diffusion restreinte, constitue la liste prévue au 2° de l'article R. 434-4 du code de l'énergie, des consommateurs de gaz naturel ayant consommé plus de 5 gigawattheures en 2021 et assurant des missions d'intérêt général liées à la satisfaction des besoins essentiels de la nation, en matière notamment de sécurité, de défense et de santé, ou fournissant un service de chauffage pour des sites assurant ces missions d'intérêt général ou pour des logements, pour autant que ces consommateurs ne soient pas en mesure de passer à d'autres combustibles que le gaz naturel afin de fournir le service de chauffage ;

**ARTICLE 2** : La liste 3 en annexe 2, de diffusion restreinte, constitue la liste prévue au 3° de l'article R. 434-4 du code de l'énergie, des consommateurs de gaz naturel ayant consommé plus de 5 gigawattheures en 2021 qui ne sont pas inscrits sur la liste 2 (mentionnée dans l'article 1<sup>er</sup> et désignées en annexe 1 du présent arrêté) et qui sont susceptibles de subir des conséquences économiques majeures en cas de réduction ou d'arrêt de leur consommation de gaz naturel. Cette liste précise, pour chacun de ces consommateurs, le niveau d'alimentation en gaz naturel en dessous duquel ces conséquences économiques majeures sont susceptibles d'être observées.

**ARTICLE 3** : Les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel informent, par tous les moyens appropriés et le plus longtemps possible à l'avance, les usagers concernés par les ordres de délestages.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté est notifié aux consommateurs de gaz naturel inscrits sur les listes définies aux articles 1 et 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Marne et/ou contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois suivant sa publication.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général et le directeur des services du cabinet de la préfecture de la Marne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, ainsi que les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel (GRT gaz et GRDF) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 13 MARS 2023

Le préfet de la Marne,



Henri PRÉVOST

**Préfecture de la Marne**

**Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de  
l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral n° DCPAT-2023-24**

**PORTANT**

**DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET CESSIBILITÉ**

**DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE D'ABANDON MANIFESTE**

**de la parcelle cadastrée AD n° 271 située 31 rue de Vouziers  
sur le territoire de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers**

Le préfet de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU :**

- le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2243-1 à L. 2243-4 ;
- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- le code de l'urbanisme ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les régions et départements,
- le décret du 16 mars 2022 du Président de la République nommant M. Henri PREVOST, préfet du département de la Marne ;
- le décret du 17 août 2021 nommant M. Emile SOUMBO, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Marne ;
- l'arrêté préfectoral n° 2022-030 du 4 avril 2022 portant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Marne ;
- la demande d'intervention adressée par M. le maire de Pontfaverger-Moronvilliers au notaire en date du 10 septembre 2010, l'informant de l'état d'abandon manifeste de la propriété sise à Pontfaverger-Moronvilliers, 31 rue de Vouziers, parcelle AD 271, dont le propriétaire est décédé et qui occasionne des nuisances pour les riverains ;
- la réponse du notaire en date du 8 octobre 2010 informant M. le maire de Pontfaverger-Moronvilliers des recherches en cours pour identifier les héritiers du défunt propriétaire de la propriété et que par conséquent aucune mesure ne pouvait être prise concernant cette propriété ;
- les nouvelles demandes d'intervention du 25 octobre 2010 et du 15 juillet 2011 de M. le maire de Pontfaverger-Moronvilliers adressées au notaire demandant une remise en état des terrains non entretenus à la charge des ayants droit ;



- le procès-verbal provisoire d'abandon manifeste établi par M. le maire de Pontfaverger-Moronvilliers en date du 17 septembre 2019 ;

- l'affichage en mairie effectué du 17 septembre 2019 au 24 décembre 2019 du procès-verbal provisoire d'abandon manifeste ;

- la publication dans les journaux locaux « L'Union » du 24 septembre 2019 et « Les Petites Affiches Matot Braine » en date du 23 au 29 septembre 2019 du procès-verbal provisoire d'abandon manifeste ;

- le procès-verbal définitif d'abandon manifeste établi par M. le maire de Pontfaverger-Moronvilliers en date du 6 janvier 2020 ;

- l'avis du pôle d'évaluation domaniale de la direction départementale des finances publiques de la Marne (DDFIP) en date du 28 janvier 2020 sur la valeur vénale de la propriété sise à Pontfaverger-Moronvilliers, 31 rue de Vouziers, parcelle AD 271 ;

- la délibération n° 17/2022 du 22 mars 2022 par laquelle le conseil municipal de Pontfaverger-Moronvilliers décide de poursuivre la procédure d'expropriation afin de créer un jardin public avec une zone de biodiversité sur la parcelle concernée au profit de la commune, conformément à l'article L. 2243-4 du code général des collectivités territoriales en mettant un dossier simplifié d'acquisition publique, ainsi que l'évaluation sommaire de son coût, à la disposition du public, pendant une durée minimale d'un mois ;

- le dossier simplifié d'acquisition publique et l'évaluation sommaire de son coût déposé en mairie et mis à disposition du public du 24 mars 2022 au 24 avril 2022 ;

- l'avis au public de la mise à disposition du dossier simplifié publié au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 ;

- le registre mis à la disposition du public du 24 mars 2022 au 24 avril 2022 pour recueillir ses observations ;

-le dossier transmis au préfet de la Marne le 12 mai 2022 par la commune de Pontfaverger-Moronvilliers en vue de la déclaration d'utilité publique du projet et de l'expropriation de la parcelle cadastrée AD 271 située au 31 rue de Vouziers ;

-le courrier adressé au préfet de la Marne le 23 février 2023 par M. le maire de Pontfaverger-Moronvilliers précisant les démarches engagées pour la recherche des potentiels héritiers du bien ;

Considérant l'absence manifeste d'opposition du public au projet d'expropriation ;

Considérant que l'état d'abandon manifeste de la parcelle est avéré ;

Considérant que l'opération projetée présente un caractère d'utilité publique eu égard aux motifs et considérations exposés en annexe n°1 du présent arrêté,

Considérant le plan parcellaire, en annexe n°2 du présent arrêté,

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne,

## ARRETE:

**Article 1<sup>er</sup>** – Est déclaré d'utilité publique, par dérogation aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le projet d'acquisition de la parcelle cadastrée AD n° 271 située 31, rue de Vouziers sur le territoire de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers en vue de l'aménagement d'un jardin public avec une zone de biodiversité.

**Article 2** – Est déclarée immédiatement cessible et en totalité au profit de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers, autorité expropriante, la parcelle suivante dont l'expropriation s'avère nécessaire pour réaliser le projet sus-visé déclaré d'utilité publique :

Indication cadastrale		Dernier propriétaire connu	Emprise à acquérir
Section cadastrale	Surface		
AD n°271	612 m <sup>2</sup>	<b>M. Edmond LANGE</b>  Veuf  né le 14/10/1906 à Kirkow (Pologne)  et  décédé le 03/04/2004 à Reims  <u>Héritiers : inconnus</u>  <b>Gérant / gestionnaire :</b> Etude notariale Laurent QUINART 1, place de la Mairie 51490 BEINE-NAUROY	la totalité de la parcelle

**Article 3** – Le montant de l'indemnité provisionnelle allouée aux ayants droit éventuels de la parcelle cadastrée AD n° 271 est fixé à 36 000 € (trente-six mille euros), conformément à l'évaluation pôle d'évaluation domaniale de la DDFIP de la Marne.

**Article 4** – La prise de possession de la parcelle déclarée cessible, par la commune de Pontfaverger-Moronvilliers, ne pourra intervenir qu'après le paiement ou, en cas d'obstacle au paiement, après consignation de l'indemnité provisionnelle. Cette date doit être postérieure d'au moins 2 mois à la date de publication du présent arrêté.

**Article 5** – La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation n'est pas intervenue dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Ce délai pourra être prorogé une fois pour une durée au plus égale, par voie d'arrêté préfectoral.

**Article 6** – Le présent arrêté de cessibilité sera caduc à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la date de publication de ce dernier.

**Article 7** – La présente décision sera affichée à la mairie de Pontfaverger-Moronvilliers et publiée par tous moyens en usage dans la commune, pendant au moins 2 mois, par les soins du maire de Pontfaverger-Moronvilliers. Un certificat d'affichage produit par le maire justifiera de l'accomplissement de cette formalité.

Elle sera notifiée par le maire de Pontfaverger-Moronvilliers aux propriétaires des droits réels sur le bien en cause, sous pli recommandé avec accusé de réception.

Le présent arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne, via le lien suivant:

<http://www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquete-publique-declaration-d-utilite-publique/Enquetes-publiques-Rapports-des-commissaires-enqueteurs-et-arretes-de-declaration-d-utilite-publique>.

**Article 8** – La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les 2 mois suivant sa publication auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne cedex ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr). Le recours n'a pas d'effet suspensif sur la décision.

**Article 9** – M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le sous-préfet de Reims et M. le maire de Pontfaverger-Moronvilliers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le 14 MARS 2023

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Emile SOUMBO

14 MARS 2023

**Annexe n°1 à l'arrêté n° DCPAT-2023-24 en date du**  
**portant déclaration d'utilité publique et cessibilité**  
**dans le cadre d'une procédure d'abandon manifeste**  
**de la parcelle cadastrée AD n° 271 sise 31, rue de Vouziers**  
**sur le territoire de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers**

**MOTIFS ET CONSIDERATIONS**  
**JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE DE L'OPERATION**

Le maire de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers a engagé une procédure de déclaration en état d'abandon manifeste de la parcelle cadastrée AD n° 271 située 31, rue de Vouziers sur le territoire communal.

En effet, d'après le procès-verbal provisoire d'abandon manifeste établi le 17 septembre 2019, il a été constaté que le terrain et la maison, dont le dernier propriétaire connu est décédé depuis le 3 avril 2004, ne sont manifestement plus entretenus depuis son décès et portent atteinte à la sécurité et à la salubrité publiques.

En effet, le terrain est en friche, le mur de la maison donnant sur la voirie se fissure, les menuiseries sont en mauvais état, les fenêtres sont cassées et l'intérieur de la maison est délabré. Les riverains font part de la présence de nuisibles tels que des rats. La végétation abondante et non entretenue envahie toute la propriété et déborde du côté des propriétés voisines. Par ailleurs, l'habitation peut être illégalement occupée, puisqu'elle est facilement accessible à d'éventuels squatteurs.

La commune est régulièrement saisie de doléances des propriétaires riverains, du fait des nuisances générées par cette propriété non entretenue et laissée à l'abandon.

D'importants travaux de remise en état s'avèrent nécessaires pour faire cesser ces désordres.

Le maire de Pontfaverger-Moronvilliers a mené la procédure jusqu'à son terme, déclaré la parcelle en état d'abandon manifeste et engagé la procédure d'expropriation de cette parcelle, en vue :

- d'assainir le terrain,
- de créer une réserve foncière,
- de nettoyer le terrain en friche,
- de procéder à la démolition de la maison d'habitation en état d'abandon manifeste,
- de créer sur le terrain ainsi mis à nu une réserve foncière constituée d'un jardin public, qui s'attachera notamment à préserver la biodiversité.

Pour information, cette propriété est située en zone urbaine à vocation principale d'habitat « UB » du plan local d'urbanisme (PLU) modifié le 24 septembre 2015.

**Compte tenu de ce qui précède, le caractère d'utilité publique du projet d'acquisition de la parcelle cadastrée AD n° 271 en vue de la création d'un jardin public sur le territoire de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers est établi par son objet et sa finalité, ce qui justifie la présente déclaration d'utilité publique.**

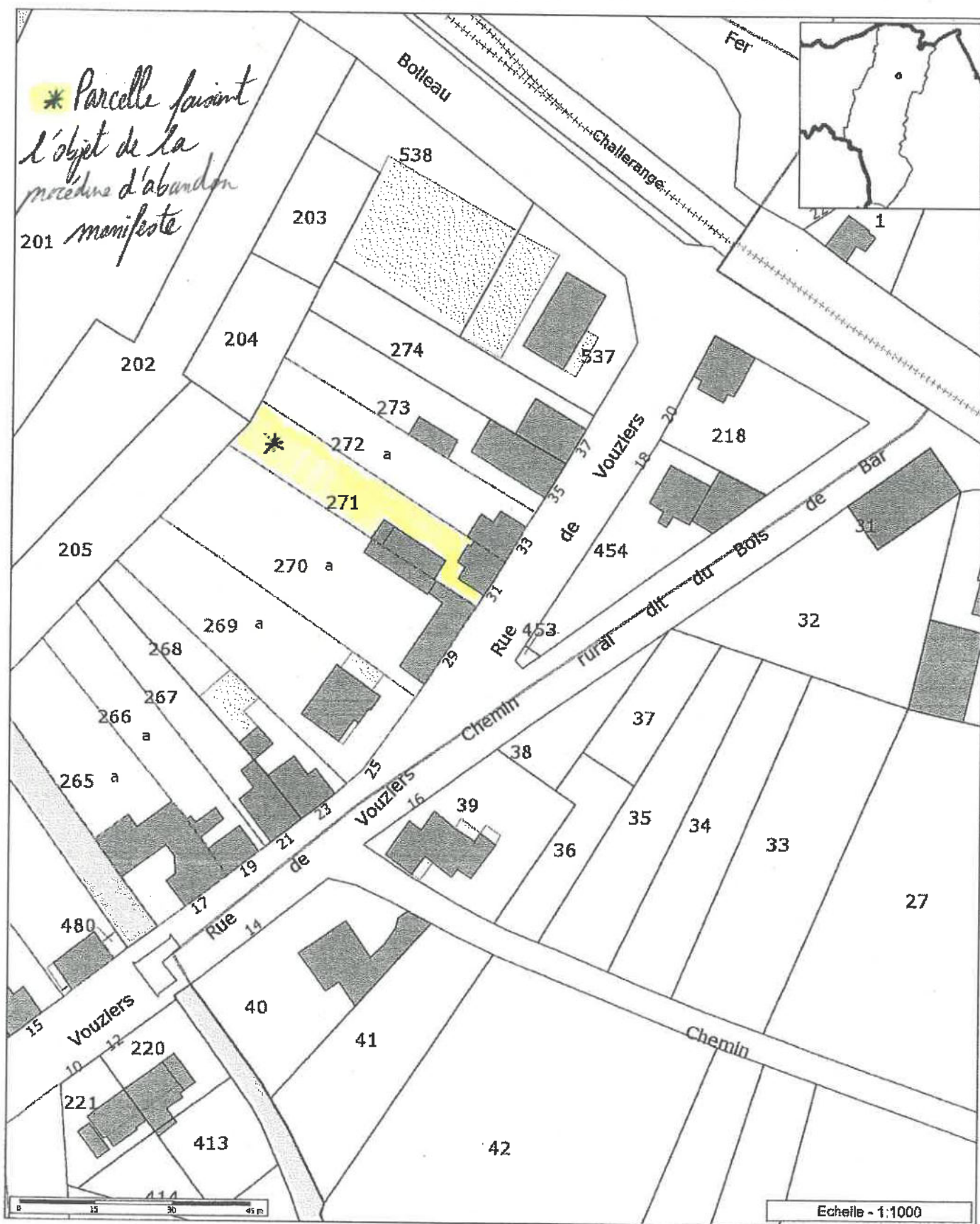
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Emile SOUMBO

# Annexe 2 = plan parcellaire

GRANDS  
REIMS

document d'urbanisme



Les informations contenues sur les cartes ne sont p  
responsabilité de la collectivité.

Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour,  
Le secrétaire général,

Emile SOUMBO

# Services déconcentrés

# **Services déconcentrés**

**DDETSPP**



## LE PRÉFET DE LA MARNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,  
DES SOLIDARITÉS ET DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
DE LA MARNE**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP 852638386**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

#### **Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DDETSPP de la Marne, le 28/12/22 par M. Alexandre POCLET en qualité de dirigeant, pour l'organisme REUSSITADOM dont l'établissement principal est situé 7 rue Henri BARBUSSE - 51100 REIMS et enregistré sous le N° SAP 852638386 pour l'activité suivante :

- **Soutien scolaire ou cours à domicile (mode d'intervention Prestataire)**

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

#### **Le cas échéant :**

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.



De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP de la Marne - Cité administrative Tirlet, service IPEEME, 7 rue de la Charrière, CS 40266 - 51011 Châlons-en-Champagne cedex ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 03 mars 2023

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations de la Marne,



Ghislaine LUCOT



## LE PRÉFET DE LA MARNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,  
DES SOLIDARITÉS ET DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
DE LA MARNE**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP 804302271**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

#### **Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DDETSPP de la Marne, le 02/11/22 par Mme Sabrina PICARDAT en qualité de dirigeante, pour l'organisme SAB'S WAY dont l'établissement principal est situé 6 rue Chardonnay - 51500 VILLERS-AUX-NOEUDS et enregistré sous le N° SAP804302271 pour les activités suivantes :

- Soutien scolaire ou cours à domicile (mode d'intervention Mandataire, Prestataire)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

#### **Le cas échéant :**

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP de la Marne - Cité administrative Tirlet, service IPEEME, 7 rue de la Charrière, CS 40266 - 51011 Châlons-en-Champagne cedex ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 03 mars 2023

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations de la Marne,



Ghislaine LUCOT



## LE PRÉFET DE LA MARNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,  
DES SOLIDARITÉS ET DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
DE LA MARNE**

### **Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP 844898486**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

#### **Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DDETSPP de la Marne, le 16/12/22 par Mme Valérie BONDROIT en qualité de dirigeante, pour l'organisme MATVAL SERVICES dont l'établissement principal est situé 30 rue du Lycée - 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE et enregistré sous le N° SAP 844898486 pour les activités suivantes :

#### **Activités relevant uniquement de la déclaration en mode prestataire :**

- Garde d'enfants de plus de 3 ans
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans
- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Préparation de repas à domicile
- Livraison de repas à domicile
- Collecte et livraison de linge repassé
- Livraison de course à domicile
- Maintenance et vigilance temporaire de résidence
- Assistance informatique à domicile
- Assistance administrative
- Téléassistance et visio assistance
- Soins esthétiques pour personnes dépendantes
- Soins et promenade d'animaux pour personnes dépendantes
- Interprète en langue des signes
- Prestation de conduite du véhicule de personnes ayant besoin d'une aide temporaire
- Accompagnement des personnes ayant besoin d'une aide temporaire dans leurs déplacements

- Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire
- Coordination et délivrance des SAP

**Activités relevant de la déclaration et soumises à autorisation en mode prestataire :**

- Assistance aux personnes âgées (prestataire) (mode d'intervention Prestataire)
- Assistance aux personnes handicapées (prestataire) (mode d'intervention Prestataire)
- Conduite de véhicule des PA/PH (prestataire) (mode d'intervention Prestataire)
- Accompagnement des PA/PH (prestataire) dans leurs déplacements (mode d'intervention Prestataire)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le cas échéant :**

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP de la Marne - Cité administrative Tirlet, service IPEEME, 7 rue de la Charrière, CS 40266 - 51011 Châlons-en-Champagne cedex ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 27 février 2023

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations de la Marne,



Ghislaine LUCOT



# Divers



**Divers**

**Centre Hospitalier Universitaire de  
Reims**



GROUPEMENT HOSPITALIER  
DE CHAMPAGNE



CHU DE REIMS

LMF/LL/RC/2023-029

## Arrêté portant attribution de compétences et délégation de signature

La Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Reims,

- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.6143-7 et D.6143-33 à D.6143-35 ainsi que l'article R. 6132-21-1 ;
- VU le Décret du 26 août 2021 portant nomination de Madame Laetitia MICAELLI-FLENDER en qualité de Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Reims ;
- VU ensemble, l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2016 portant approbation de la convention constitutive du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne, l'article 6 de ladite convention définissant l'établissement-support de ce groupement et la convention constitutive dudit groupement.

### Arrête :

**Article 1 :** Madame Nathalie DOUTAUX, Attachée d'administration hospitalière, est chargée des fonctions de référent achat de l'EHPAD du Sud Ardennais au sein de la fonction achat mutualisée du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne.

**Article 2 :** Madame Nathalie DOUTAUX a compétence jusqu'au 31 décembre 2023 pour tous les actes, correspondances et décisions relevant de l'élaboration des besoins de l'EHPAD du Sud Ardennais, des opérations de passation, signature et notification des marchés publics, ainsi que leurs éventuelles modifications et résiliation, dans la limite des catégories et montants suivants :

- 1) L'acte d'achat qui répond à un besoin régulier de l'année civile, dans la limite de 10 000 € HT et dans le respect des bonnes pratiques en matière de cumul ;
- 2) L'acte d'achat qui répond à un besoin non-régulier, à savoir une unité fonctionnelle en matière de fournitures et services dans la limite de 40 000 € HT, et une opération de travaux dans la limite de 100 000 € HT ;
- 3) L'acte d'achat qui relève de la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables des articles R.2122-1 à 9 du Code de la commande publique, dans la limite de 40 000 € HT ;
- 4) L'acte d'achat réalisé par un marché subséquent fondé sur un accord-cadre mono-attributaire, dans la limite de 90 000 € HT.

**Article 3 :** Pour l'exercice de la présente délégation, Madame Nathalie DOUTAUX respectera les procédures réglementaires en vigueur et celles mises en place au sein du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne et fera précéder sa signature de la mention « Pour la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de REIMS et par délégation ».


**Article 4 :** Le délégataire rend compte à échéances régulières au délégant des actes réalisés, notamment en cas de difficulté.

**Article 5** : Le présent arrêté abroge et remplace toute disposition antérieure ayant le même objet. Il sera communiqué au Conseil d'Administration de l'EHPAD, au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Reims ainsi qu'au Trésorier de chaque établissement et fera l'objet d'une publication sur le site internet du Centre Hospitalier Universitaire de Reims et au bulletin des actes administratifs de la préfecture du département.


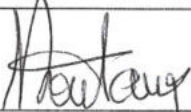
**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Reims, le 1<sup>er</sup> janvier 2023

La Directrice Générale

  
Laetitia MICAELLI-FLENDER

Reçu à titre de notification l'arrêté portant attribution de compétences et délégation de signature  
référéncé LMF/LL/RC/2023-029 le ...02/01/2023

DELEGATAIRE	GRADE	PARAPHE	SIGNATURE
Nathalie DOUTAUX	Attachée d'administration		

**Divers**

**Direction Régionale des  
douanes de Reims**



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

REIMS CEDEX, LE 3 MARS 2023

*DR Reims*  
110 RUE DU JARD CS 70034  
51723 REIMS CEDEX  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *ROMBONI-LASSERRE*  
*Mireille*  
Téléphone : 09 70 27 80 00  
Télécopie : 03 26 40 96 88  
Mél : [dr-reims@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-reims@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2023/2 du directeur régional à REIMS CEDEX portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
**ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
**ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 39239	1500	7500	15000
Matricule 39687	1500	7500	15000
Matricule 40982	1500	4000	8000
Matricule 41007	1500	7500	15000
Matricule 41033	1500	7500	15000
Matricule 41581	1500	7500	15000
Matricule 42540	750	1500	3250
Matricule 42650	1500	4000	8000
Matricule 42988	1500	7500	15000
Matricule 45148	1500	7500	15000
Matricule 45650	1500	7500	15000
Matricule 46853	750	1500	3250
Matricule 50290	750	1500	3250
Matricule 50344	1500	7500	15000
Matricule 50704	1500	4000	8000
Matricule 51048	1500	4000	8000
Matricule 51508	1500	7500	15000
Matricule 51542	1500	7500	15000
Matricule 51556	1500	7500	15000
Matricule 52176	750	1500	3250
Matricule 52231	1500	4000	8000
Matricule 52232	750	1500	3250
Matricule 52337	1500	7500	15000
Matricule 52392	750	1500	3250
Matricule 52456	1500	4000	8000
Matricule 52574	1500	4000	8000
Matricule 52758	1500	4000	8000
Matricule 53096	1500	4000	8000
Matricule 53330	1500	7500	15000

<b>Matricule 53388</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53422</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 53948</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 54168</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55332</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55592</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57348</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57408</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59082</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60490</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60544</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250

<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64124</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64446</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65734</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66768</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	1500	4000	8000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 39239</b>	3000	20000	60000
<b>Matricule 39523</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 39687</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 40982</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 41007</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 41033</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 41581</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 42317</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42540</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 42650</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 42962</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 42988</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 43685</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45148</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 45650</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 46853</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 47469</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50221</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50229</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50290</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 50344</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 50704</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 51048</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 51508</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51542</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51556</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51630</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 52176</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52231</b>	3000	4000	8000

<b>Matricule 52232</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52269</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52337</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 52392</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52456</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53096</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57348</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57408</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	4000	8000

<b>Matricule 60490</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60544</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62107</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65734</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250



<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66768</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	4000	8000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 39239</b>	3000	20000	60000
<b>Matricule 39523</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 39687</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 40982</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 41007</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 41033</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 41581</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 42317</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42540</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 42650</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 42962</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 42988</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 43685</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45148</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 45650</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 46853</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 47469</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50221</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50229</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 50290</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 50344</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 50704</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 51048</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 51508</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51542</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51556</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 51630</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 52176</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52231</b>	3000	4000	8000

<b>Matricule 52232</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52269</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52337</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 52392</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 52456</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53096</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57348</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57408</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	4000	8000

<b>Matricule 60490</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60544</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62107</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65734</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250

<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66768</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	4000	8000

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 39239</b>	3000	60000
<b>Matricule 39523</b>	1500	8000
<b>Matricule 39687</b>	11000	60000
<b>Matricule 40982</b>	3000	8000
<b>Matricule 41007</b>	11000	60000
<b>Matricule 41033</b>	250000	250000
<b>Matricule 41581</b>	11000	60000
<b>Matricule 42317</b>	1500	15000
<b>Matricule 42540</b>	750	3250
<b>Matricule 42650</b>	3000	8000
<b>Matricule 42962</b>	750	3250
<b>Matricule 42988</b>	6000	15000
<b>Matricule 43685</b>	1500	15000
<b>Matricule 45148</b>	6000	15000
<b>Matricule 45650</b>	6000	15000
<b>Matricule 46853</b>	750	3250
<b>Matricule 47469</b>	1500	8000
<b>Matricule 50221</b>	1500	8000
<b>Matricule 50229</b>	1500	8000
<b>Matricule 50290</b>	750	3250
<b>Matricule 50344</b>	6000	15000
<b>Matricule 50704</b>	3000	8000
<b>Matricule 51048</b>	3000	8000
<b>Matricule 51508</b>	6000	15000
<b>Matricule 51542</b>	6000	15000
<b>Matricule 51556</b>	6000	15000
<b>Matricule 51630</b>	1500	8000
<b>Matricule 52176</b>	750	3250
<b>Matricule 52231</b>	3000	8000
<b>Matricule 52232</b>	750	3250
<b>Matricule 52269</b>	1500	15000

<b>Matricule 52337</b>	250000	250000
<b>Matricule 52392</b>	750	3250
<b>Matricule 52456</b>	3000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	8000
<b>Matricule 53096</b>	3000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	8000
<b>Matricule 57348</b>	750	3250
<b>Matricule 57408</b>	3000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	8000
<b>Matricule 60544</b>	3000	8000

<b>Matricule 60612</b>	750	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	8000
<b>Matricule 62107</b>	1500	8000
<b>Matricule 62344</b>	750	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	3250
<b>Matricule 65734</b>	750	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	3250



<b>Matricule 66582</b>	750	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	8000
<b>Matricule 66768</b>	3000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	8000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 39239	3000	60000
Matricule 39523	1500	8000
Matricule 39687	11000	60000
Matricule 40982	3000	8000
Matricule 41007	11000	60000
Matricule 41033	250000	250000
Matricule 41581	11000	60000
Matricule 42317	1500	15000
Matricule 42540	750	3250
Matricule 42650	3000	8000
Matricule 42962	750	3250
Matricule 42988	6000	15000
Matricule 43685	1500	15000
Matricule 45148	6000	15000
Matricule 45650	6000	15000
Matricule 46853	750	3250
Matricule 47469	1500	8000
Matricule 50221	1500	8000
Matricule 50229	1500	8000
Matricule 50290	750	3250
Matricule 50344	6000	15000
Matricule 50704	3000	8000
Matricule 51048	3000	8000
Matricule 51508	6000	15000
Matricule 51542	6000	15000
Matricule 51556	6000	15000
Matricule 51630	1500	8000
Matricule 52176	750	3250
Matricule 52231	3000	8000
Matricule 52232	750	3250

<b>Matricule 52269</b>	1500	15000
<b>Matricule 52337</b>	250000	250000
<b>Matricule 52392</b>	750	3250
<b>Matricule 52456</b>	3000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	8000
<b>Matricule 53096</b>	3000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	8000
<b>Matricule 57348</b>	750	3250
<b>Matricule 57408</b>	3000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	8000

<b>Matricule 60544</b>	3000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	3250
<b>Matricule 61180</b>	750	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	8000
<b>Matricule 62107</b>	1500	8000
<b>Matricule 62344</b>	750	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	3250
<b>Matricule 65734</b>	750	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	3250

<b>Matricule 66556</b>	750	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	8000
<b>Matricule 66768</b>	3000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	8000

Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional

**ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 41033	illimité	300000
Matricule 52337	illimité	300000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2023/2 du 3 mars 2023 du directeur régional  
ROMBONI-LASSERRE Mireille**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 41033</b>	illimité	300000
<b>Matricule 52337</b>	illimité	300000